La Nueva España 21.11.2013

« Le loup est incompatible avec le bétail, pas d'autre solution que de l'éradiquer »

« Plus de 70 pour cent des dommages ne sont pas signalés, l'Administration tarde à les payer et de nombreux éleveurs ont déjà recours à des assurances privées. »

Benya (Onís), Ramon DIAZ

/Traduction et notes entre barres parallèles : B. Besche-Commenge – ASPAP/ADDIP/

Benedicto Rojo Traviesa, 49 ans, éleveur professionnel (à titre principal), habite à Onís au lieu dit Baju Bobia. Son bétail compte environ 150 vaches, 90 moutons et une vingtaine de juments. Il tient ce bétail tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du parc national des Picos de Europa. Depuis quelques mois, Rojo intervient comme porte-parole des agriculteurs du concejo de Onís, une cinquantaine aujourd'hui.

- Le loup est-il le principal problème dans les Picos de Europa ?

- Sans doute. Le loup fait des ravages depuis maintenant vingt ans qu'il est installé dans la région asturienne des Picos. Les dommages sont de plus en plus importants.

- Les chiffres officiels ne disent pas exactement cela.

- La majorité des dégâts, je dirais plus de soixante pour cent, ne sont pas déclarés à l'Administration.

- Pourquoi ?

- Il y a de nombreuses raisons, en particulier dans le parc national, où on signale les dommages qui pourraient être dus au loup mais ils ne sont pas reconnus indemnisables. Et ceux chargés de les reconnaître mettent des années à payer. En outre, de nombreux agriculteurs ont déjà une assurance privée, incompatible avec le versement des compensations publiques. Tous ces dommages ne sont pas comptés, mais ils existent. Pendant ce temps, les juges ne bougent pas le petit doigt et aucun contrôle ne peut être effectué. Ainsi les nouvelles portées de loups se propagent à d'autres secteurs, comme Ibéu, le Cuera et toute la zone limitrophe du parc. De part et d'autre de l'AS-114, de Cangas a Panes, il y a une zone où le bétail souffre continuellement des dégâts des loups. Et vous ne pouvez rien faire. La situation est très tendue. Des mesures urgentes sont nécessaires pour éradiquer le loup.

- Faut-il également éradiquer le parc national ?

- Dans la région des Asturies, oui. Il doit revenir vers le sud, là où il était jusqu'à il y a vingt ans.

- On ne proteste pas en León ?

- Ils l'ont toujours fait. Le loup est incompatible avec le bétail, il n'y a pas d'autre solution que de l'éradiquer des zones pastorales.

/Actuellement le parc est à cheval sur trois autonomies : Cantabrie, Asturies et León au Sud, versant sec des Picos, où loups et ours sont encore moins acceptés que dans les Asturies, mais avec moins d'incompréhension de la part du gouvernement régional, très critiqué par les associations écologistes/

- Les chiens de protection /« mastín, mastines »/ et les enclos ne servent à rien ?

- L'orographie des Picos rend impossible que tous les individus d'un troupeau soient contrôlés par un mastín. En outre, il y aurait de sérieux problèmes entre bergers, parce que les chiens défendent leur troupeau mais attaquent les autres s'ils arrivent dans leur secteur de pâturage. Il n'est pas possible pour les agriculteurs de monter chaque jour pour fermer le bétail dans une clôture. Certains animaux ne pourraient pas être repérés, il y aurait toujours des pertes. C'est irréalisable.

/Le mastín n'a rien à voir avec le patou, c'est un guerrier qui attaque/

- Les écologistes affirment que le problème n'est pas le loup, mais une mauvaise gestion de l'élevage, différente d'il y a trente ans.

- Les éleveurs sont les premiers écologistes de l'histoire. Ceux qui prétendent que la gestion actuelle est inadéquate le font depuis leurs bureaux confortables, sans en connaître la réalité. Il est vrai que la gestion n'est pas le même qu'il y a trente ans, mais maintenant ce ne serait plus possible. Les gens avant « *mayadeaban* » : toute la famille grimpait « *al puertu* », parents, enfants, et même les poulets et les porcs. Des enfants de six ans faisaient les bergers pendant des heures tandis que le père descendait faucher. C'est impensable aujourd'hui, les enfants doivent aller à l'école.

Demander à un agriculteur de travailler comme il y a trente ans, c'est aussi injuste, par exemple, que de demander à un écologiste de travailler sans ordinateur. Et ces écologistes de salon, qui vivent aussi de l'argent public reçu pour des rapports et des études qui ne servent à rien et finissent au fond d'un tiroir, parlent de la gestion traditionnelle sans même savoir s'il y a encore qui que ce soit qui la pratique comme il y a cinquante ans.

Un éleveur de la région, par exemple, ferme tous les jours ses moutons et ses chèvres, mais a du mal à les localiser toutes et il y en a toujours qui restent dehors. Alors celui-là a autant de dégâts que les autres.

/Très raide et fragmenté, dangereux même pour les éleveurs bergers qui le connaissent, le massif asturien des Picos ne permet pas le rassemblement de grands troupeaux conduits en masse. En période de traite, chèvres et brebis étaient accompagnées sur les parcours proches des « *majadas* », toujours très rocailleux et difficiles mais très riches, on est dans un massif calcaire. Hors de cette période, elles étaient laissées « *al ralencu* », comme le dit l'expression asturienne : en liberté totale sur des parcours qu'elles connaissaient par cœur, comme leurs maîtres qui savaient où les retrouver ... sauf exceptions, mais ces bêtes finissaient toujours par rejoindre leur troupeau. C'est ce système que continuent les éleveurs dont parle Benedicto Rojo, comme leurs bêtes habituées depuis des générations à maîtriser ces conditions de vie./

- N'est-il pas possible que les propriétaires de bétail embauchent des bergers, comme dans d'autres points de l'Espagne ?

- C'est possible en Castille. Ici, il est impossible de contrôler des troupeaux de mille brebis. la topographie a beaucoup de conséquences.

- Donc, vous pensez que la seule solution est de retirer le loup ?

- Il n'y en a pas d'autre.

- Pourquoi échouent les battues effectuées hors du parc ?

- Le terrain favorise le loup. Pour avoir des résultats positifs, manquent une bonne organisation et un suivi sévère. Et ce serait mieux avec des chasseurs qu'avec des gardes.

- Avec les chasseurs aussi dans le parc national ?

- Non. Là ce sont les fonctionnaires qui doivent maintenir la population sous contrôle, ils sont payés pour ça.

- Serait-il préférable que le loup soit classé espèce cynégétique ?

- Non, car alors les « *cotos* » seraient intéressées pour qu'il y ait beaucoup de loups.

/L'organisation de la chasse est très différente en Espagne. Les « *cotos* » sont des terrains exploités financièrement pour la chasse, ils peuvent être privés, associatifs, municipaux, certains sont gérés par les autonomies. C'est une véritable industrie qui génère des profits importants./

- Est-ce qu'on utilise le poison dans les Picos et aux environs ?

- Non. J'en mets ma main au feu pour tout le bétail de Onís.

- Il y a eu un cas il y a quelques mois dans le Peruyal où un vautour est apparu empoisonné.

- Ensuite, il y a aussi plusieurs chiens empoisonnés dans Benia. Je pense que cet épisode n'avait rien à voir avec les loups.

- Y a-t-il un risque de récidive de poison dans les Picos ?

- Je ne crois pas, ceux qui y perdraient le plus seraient les éleveurs. Quand il y a du poison, nos animaux meurent aussi.

- Pensez-vous que des loups sont relâchés dans l'Est des Asturies ?

- Je ne le pense ni ne le crois. Il y a vingt-cinq ans certains ont été relâchés, aujourd'hui ce n'est plus nécessaire. Avec ceux qu'il y a, ça suffit pour qu'ils se propagent seuls.

- Faut-il supprimer le parc national des Picos?

- Je suis né dans le parc et y ai vécu 7 ans. Il ne sert qu'à conserver 51 fonctionnaires. Les budgets du parc partent en salaires. Depuis les années quatre-vingt, tout fait marche arrière. Seules ont augmenté les interdictions. Et surtout, ils n'acceptent aucun conseil.

- Alors parc oui ou non ?

- Non. Je le dis clairement.

- Le parc fonctionnait mieux quand était il géré par l'État ?

- Oui. Dans les années quatre-vingt entre Sella et le Cares, dans le Cornión, il y avait cinquante mille animaux de « *reciella* » (le petit bétail). Maintenant, il y en a même pas mille dans tout le parc. Il y a trente ans, depuis Pandecura, le matin à l'aube on voyait plus de cinq mille moutons et chèvres. C'est fini. Disparu. Tout est déséquilibré : la « *reciella* » disparue, qui s'ajoute à l'interdiction des brûlages dirigés effectués, tout cela fait

que prolifèrent les broussailles, ce qui à son tour conduit à une augmentation des incendies ... Actuellement, il y a dans le parc national une telle masse de carburant que le jour où ça brûlera, ce sera terrible.

- Le parc débroussaillera cette année quatre-vingt deux hectares...
- C'est du pain pour aujourd'hui et la faim pour demain. Les brûlages dirigés sont absolument nécessaires. Je n'ai jamais brûlé un versant ou un arbre. À la maison, comme dans toutes, on nous a enseigné encore enfants comment brûler, ce qu'on pouvait brûler et ce qu'on ne pouvait pas. Et si tu mettais le feu là où il ne le fallait pas, un endroit où risquait de tomber une vache, par exemple, la raclée était assurée. Les éleveurs ne brûlent pas pour brûler, le cas du Monte Casaño le prouve clairement : on n'y a jamais mis le feu.

- Vous protestez aussi contre les mises en défens après les incendies.
- La loi est faite pour des régions telles que l'Estrémadure et l'Andalousie. Ici, la terre se régénère beaucoup plus rapidement. En neuf ou dix mois un secteur brûlé a déjà récupéré. Mais il est interdit pendant deux années. Nous devons changer la loi dans les Asturies. La situation actuelle peut conduire à ce qu'un agriculteur malveillant brûle la zone où pâture le bétail d'un autre. Ce qui manque aujourd'hui, c'est que les associations d'éleveurs, les municipalités, les habitants discutent de la gestion afin de voir ce qui doit être fait avec les bois, les broussailles et les pâturages. Et cela doit être fait municipalité par municipalité, parce que les situations de chacune sont très différentes.

- Pourquoi une manifestation à Oviedo ?
- Pour défendre les éleveurs dans les Asturies et exiger le régulation de la faune. Et, surtout, pour protester contre les dommages dus aux loup.

- Les écologistes affirment que les subventions attirent les chasseurs de prime et l'entrisme …
- Il n'y a pas de chasseurs de prime avec ou sans entrisme. Les inspections de l'administration le prouvent.

- Voulez-vous dire que personne ne tient du bétail uniquement pour obtenir des subventions ?
- Je ne connais personne.

- Vous semble-t-il juste que les agriculteurs à titre principal reçoivent les mêmes subventions que les autres ?
- Depuis l'adoption de la PAC, en 1990, tous les changements de réglementation ont été pris à l'encontre des éleveurs professionnels. Quatre-vingt pour cent de l'aide profite à dix ou douze personnes. La PAC est conçue pour les propriétaires de l'Estrémadure et l'Andalousie, pour les riches. La corniche cantabrique est la grande lésée. Les éleveurs ne parlent pas d'euros, ils ne demandent pas de l'argent de l'argent, ce que nous voulons c'est vivre de ce que nous produisons. Si en plus la société a décidé que nous avons droit à certaines aides pour perte de revenus, c'est bon. Mais ceux qui devraient justifier ce qu'ils dépensent de l'argent public sont ces écologistes et chercheurs dédiés à la production de rapports et d'études sur le loup. Parce qu'on dit toujours que les éleveurs reçoivent de l'argent public, mais de nombreux écologistes aussi.

- Tout ça ressemble à une guerre
- C'est le cas. Si aucune mesure n'est prise tout s'enkystera et il n'y aura pas de solution.

- Il semble clair que les deux parties croient avoir raison.
- Il faut des discussions, des conférences, des rencontres, échanger des idées, parler. L'Administration devrait encourager ces réunions, mais ils veulent juste les votes et conserver le siège avec un bon salaire.